

LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE COMME ADJUVANT SOCIO POLITIQUE DE LA LUTTE DU CAMEROUN CONTRE BOKO HARAM

Théophile NTOUBA EHOWE

Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC)

ntoubatheo@yahoo.fr

Résumé : Le Cameroun fait l'objet des exactions de Boko Haram sur son territoire depuis bientôt une décennie. Cette situation, qui a causé un nombre important de victimes camerounaises parmi les Forces de défense et de sécurité et des populations civiles, a également entraîné un fort déplacement interne comme externe des populations camerounaises comme nigérianes fuyant, dans les deux sens, les attaques des membres de Boko Haram. Face à ce qui précède, le Cameroun a non seulement réagi militairement à la menace, mais ses autorités ont aussi déployé une vaste communication gouvernementale en vue d'informer et d'obtenir le soutien de l'opinion publique nationale et internationale dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Il reste donc pertinent d'examiner ce que peut la communication gouvernementale déployée par le Cameroun dans l'extinction des exactions de Boko Haram sur son territoire.

Mots clés : Boko Haram, communication gouvernementale, Cameroun

Abstract : For close to a decade now, Cameroon has been a prey to Boko Haram's atrocities. This has resulted into a high number of casualties among both defence and security forces and civilian populations. Likewise, it has led to the internal and external displacement of both Cameroonian and Nigerians populations fleeing the attacks of Boko Haram's insurgents. In the face of this situation, Cameroon has not only reacted militarily to the threat, but has also embarked on a widespread communication programme aimed at informing national and international public opinion in order to obtain their support within the framework of her fight against Boko Haram insurgents. Consequently, it is obvious to examine the contribution of government communication deployed by Cameroon in order to eradicate Boko Haram's attacks and crimes in Cameroon.

Key words : Boko Haram, government communication, Cameroon.

Introduction

Boko Haram est un groupe insurrectionnel né au début des années 2000 au Nigéria qui revendique « l'instauration d'un État islamique, en vue d'appliquer correctement sa version intégriste de la charia » suivant les propos de Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos (2018, p. 133). Suite à l'exécution extra judiciaire de son leader Mohamed Yusuf en 2009 dans l'État de Borno au Nord-Est du Nigéria,

le groupe a migré vers un radicalisme extrême. En effet, la violence menée par les autorités nigérianes contre ses membres a eu comme effet rédhibitoire la démultiplication de ses attaques et son excroissance dans certains pays du Bassin du Lac Tchad dont le Cameroun à partir de 2013¹. C'est ainsi que ce dernier fait l'objet des agressions diverses concentrées dans sa région de l'Extrême-Nord, frontalière d'avec le Nigéria et ayant entraîné de nombreuses victimes² aussi bien civiles que militaires.

Face à cette agression de Boko Haram sur son territoire et ses populations, le Cameroun y a non seulement réservé une riposte militaire appropriée, suite à une réorganisation stratégique et opérationnelle de son armée dans la zone de conflit afin de protéger les populations et leurs biens ; mais aussi, ses dirigeants ont décidé de mener une communication sur le sujet au moment où d'après Zachée BECHE (2014, p. 181) : « le thème a quelques fois troublé par son absence dans l'espace public ». Comme si l'on voulait masquer ce qui arrivait au Cameroun.

C'est donc lors du Sommet sur la sécurité au Nigéria tenu en France le 17 mai 2014 sous la houlette du président français François HOLLANDE et auquel ont pris part les présidents du Cameroun, du Tchad, du Niger, du Nigéria, du Benin ainsi que les représentants des États-Unis, la Grande Bretagne, etc., que le président camerounais, Paul BIYA, annoncera l'entrée en guerre de son pays contre Boko Haram. Cette déclaration viendra en réalité sonner le tocsin d'une réaction qui était déjà longtemps attendue au vu de nombreuses exactions qu'essayait le pays de la part de Boko Haram.

Le propos du président libérera et inaugurerait officiellement la parole au Cameroun quant à ce qui concerne Boko Haram. Ce dernier ne manquera plus de

¹ L'on se rappelle alors de l'enlèvement par Boko Haram de la famille MOULIN-FOURNIER, 7 touristes français au Parc de Waza dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun le 19 février 2013.

² Bien que le conflit ait graduellement baissé en intensité, après avoir atteint son paroxysme en 2014 et 2015, les incidents et attaques récurrents, et la forte hausse des attentats-suicides de mai à août 2017 rappellent que le mouvement jihadiste est loin d'être défait. Depuis mai 2014, 2000 civils et militaires ont été tués et plus d'un millier de personnes ont été enlevées dans la région de l'Extrême-Nord. Entre 1500 et 2100 combattants de Boko Haram auraient été tués dans les combats contre les forces de défense camerounaise ou les comités de vigilance. (Source : International Crisis Group, Extrême-Nord du Cameroun, le casse-tête de la reconstruction, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b133-extreme-nord-du-cameroun-le-casse-tete-de-la-reconstruction-en-periode-de-conflit>).

figurer dans les discours et prises de paroles publiques des principales autorités de ce pays : Président, Ministres, Députés, Officiers supérieurs de l'armée, etc.

La communication gouvernementale, dans le cadre de cette étude, passe ainsi pour être l'ensemble de messages délivrés par les autorités camerounaises et médiatiquement répercutés auprès de l'opinion publique nationale et internationale.

La littérature autour du phénomène Boko Haram est abondante et il serait fastidieux de l'énumérer dans le présent travail. Toutefois, deux tendances se dégagent de cette revue de la littérature. Elles portent, la première sur la sociogenèse et les exactions de Boko Haram à l'instar des travaux de Zachée BETCHE (2016), de Marc-Antoine Pérouse de Montclos (juin 2012), de Bonaventure CAKPO GUEDEGBE (février 2015) et de Marie Salomé TAMBOLO SAKE (2017) qui nous ont permis de comprendre la sociogenèse de Boko Haram dans la région excentrée du Borno au Nigéria ; et la seconde, sur la réaction portée contre Boko Haram par les pays qui en sont victimes afin d'y mettre un terme, est analysée à partir des propos de Victor ESSIMBE (2016), de Paul Elvic BATCHOM (2016), de J.V. NTUDA EBODE, M. BOLAK FUNTEH, M.H. MBARKOUTOU et J.L. NKALWO NGOULA (2017) entre autres.

Toutefois, si la littérature est fournie sur la question de la lutte contre Boko Haram dans une perspective stratégique en examinant son origine, ses causes, ses conséquences et les mesures prises pour l'enrayer, celle qui porte sur la communication contre Boko Haram montre que la question est peu abordée. Cependant, de manière sommaire, certains auteurs se sont intéressés à l'analyse du discours terroriste dans une approche instrumentale. D'autres s'intéressent à la forme et l'intensité de la communication des acteurs. D'autres encore analysent la communication dans le sens d'une coopération interétatique stratégique (échange de renseignements). En somme, la question de la communication gouvernementale relative à la lutte contre le terrorisme est d'apparition récente, après les attentats du 11 septembre 2001 à New-York aux États-Unis, et n'a pas encore été élaborée suffisamment par les hommes de sciences.

L'observation de la communication gouvernementale telle que déployée par le Cameroun permet de la situer à trois niveaux qui sont :

- D'abord, la communication factuelle : celle-ci basée sur des faits montre l'engagement et la position du gouvernement camerounais sur des aspects liés au conflit contre Boko Haram ;
- Ensuite, la communication dénonciatrice et stigmatisante : elle consiste à dénoncer tous ceux qui, sous des apparences diverses, sont de nature à constituer des alliés de l'ennemi qu'est Boko Haram ;
- Enfin, la communication diplomatique qui se veut une communication d'accommodation qui veut instituer une coopération entre le Cameroun et ses partenaires bilatéraux et multilatéraux respectifs.

Ces multiples niveaux de communication posent le problème de l'appréhension par l'opinion publique de ce que le Cameroun souhaite lui transmettre comme message, relativement au comportement des acteurs, notamment certains pays amis.

Aussi, dans le cadre du conflit qui oppose Boko Haram au Cameroun, la problématique de cette étude vise à savoir : quels sont les déterminants politiques de la communication gouvernementale du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme de Boko Haram ?

Des questions secondaires ont été greffées à cette précédente interrogation afin de rechercher : quel est le *modus operandi* de la communication gouvernementale du Cameroun ? Quels sont ses buts et pour quels intérêts cette communication gouvernementale est déclinée ? Quels peuvent être ses effets sur l'issue du conflit entre Boko Haram et le Cameroun ?

L'hypothèse au centre de ce travail est la défense de sa souveraineté nationale et la protection de son territoire et ses populations face au terrorisme de Boko Haram par le Cameroun.

La communication gouvernementale ayant été mobilisée par ce pays au même titre que la riposte militaire dans la lutte contre Boko Haram, la recherche de ses déterminants, considérés comme des enjeux politiques définis comme « des objectifs à

atteindre en matière de politique et repartis de manière géographique »(<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/enjeux-politiques>), des hypothèses secondaires sont ainsi émises et visent à établir le lien et marquer l'apport qu'aurait la communication gouvernementale usitée par ce pays comme instrument de lutte contre le terrorisme. Ceci en permettant de connaître les acteurs et les cibles de cette communication, d'informer sur ce qui se passe sur le terrain et de mobiliser l'opinion publique nationale et internationale au côté du Cameroun dans le cadre de la lutte contre Boko Haram.

La présente étude emporte donc comme objectif le désir de montrer le rôle et les enjeux politiques de la communication gouvernementale dans une situation de crise armée ; de telle sorte que l'on pourrait voir si elle est une solution à la résorption intégrale de la guerre engagée par le Cameroun contre Boko Haram ou non.

Pour ce faire, la réflexion est menée à partir de la mobilisation de plusieurs sources documentaires. Il s'agit notamment des sources écrites (Le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune et le site officiel de la Présidence du Cameroun (<https://www.prc.cm>) qui ont transcrit les discours, les points de presse, les conférences de presse, interviews des plénipotentiaires camerounais ou rapporté les faits relevant des exactions de Boko Haram dans ce pays, les revues, les rapports d'Amnesty International et de l'International Crisis Group, des ouvrages et des articles scientifiques des auteurs renseignant sur Boko Haram, sur la communication gouvernementale et de crise). À côté de cela, il y a aussi les sources orales qui ont quant à elles porté sur l'entretien avec certaines autorités administratives du Ministère camerounais de la Communication et celui des Relations Extérieures. Puis, il y a l'observation aussi bien directe qu'indirecte qui permet de recueillir les données et les indicateurs d'analyse les plus pertinents pour maîtriser les enjeux politiques de la communication gouvernementale dans un contexte de lutte antiterroriste.

Pour analyser les données ainsi collectées, la méthodologie utilisée est l'analyse de contenu des différentes prises de paroles des autorités camerounaises à l'aide d'un logiciel dédié Tropes VF850 pour le traitement des données textes, afin de ressortir les

éléments de compréhension, de justification de la communication gouvernementale du Cameroun relativement à sa lutte contre Boko Haram.

La théorie est « une manière de concevoir et de percevoir les faits et d'organiser leur représentation. Elle sert à conceptualiser et à expliquer un ensemble d'observations systématiques relatives à des phénomènes et à des comportements complexes. Elle sert aussi à découvrir un fait caché » selon Gilles WILLETT (1996, <https://doi.org/10.4000/communication.1873>). Celle convoquée dans le cadre de ce travail pour interpréter les différentes données ainsi collectées, est la théorie des effets ou théorie de la piqûre hypodermique de Harold Lasswell. Le paradigme de Lasswell consacre la toute-puissance des médias, avec comme idée maîtresse celle qui fait du public des médias « un récepteur passif et manipulé, à qui l'on pourrait injecter tous types de messages persuasifs » selon Marie-Pierre FOURQUET (1999, p. 107). Ce modèle suggère que l'émetteur (gouvernement) est l'élément agissant tandis que le récepteur (public) est l'élément agi c'est-à-dire passif.

Quant au modèle d'analyse, il vise à mettre en vue les hypothèses, la démarche méthodologique et le plan retenu. Pour ce faire, il est question d'établir une corrélation entre un fait étudié ou un phénomène observé et un concept ou une abstraction qui peut l'expliquer. Dans le cas d'espèce, l'hypothèse de cette étude met en relation la communication gouvernementale (variable dépendante ou variable à expliquer) et la défense de la souveraineté nationale et territoriale (variable indépendante ou variable explicative). En classant ces concepts en "concepts systémique et opératoire" (R. QUIVY et L. VAN CAMPENHOUDT, 1995, pp. 123-124), la communication gouvernementale est le concept systémique car découlant d'un raisonnement abstrait, non directement induit par l'expérience. Alors que le concept de défense de la souveraineté nationale et territoriale est le concept opératoire isolé, car il est construit de façon empirique à partir de l'observation directe, de la recherche documentaire, notamment de la lecture de la plupart des textes et discours constituant le corpus faisant l'objet de la présente étude.

Les données ainsi collectées ont permis d'organiser ce travail en trois parties. La première partie traite des axes et modes opératoires de la communication

gouvernementale du Cameroun face à Boko Haram. La deuxième partie examine la communication gouvernementale du Cameroun face au défi du péril Boko Haram : essai d'une analyse corrélative des moyens aux effets. Et la troisième partie porte sur la communication gouvernementale à l'épreuve des crises armées : une critique du mythe absolutiste de la communication.

1. Axes et modes opératoires de la communication gouvernementale du Cameroun face à Boko Haram

En plus de la riposte militaire, le second pan de la réaction du Cameroun face à Boko Haram est la stratégie de communication développée par ses autorités. Celles-ci ont saisi chaque occasion que leur offrait le calendrier national ou les rencontres au Sommet pour parler de la situation dramatique de leur pays et de leurs populations subissant désormais les affres du terrorisme de Boko Haram. Dès lors, il est important d'identifier aussi bien les acteurs, les cibles, que les supports et les objectifs de la communication gouvernementale telle que déclinée par le Cameroun.

1.1. Acteurs et cibles de la communication gouvernementale du Cameroun face à Boko Haram

La communication gouvernementale du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram est généralement portée par des Officiels qui occupent des fonctions de représentativité au niveau de différentes institutions étatiques. Mais à côté de ces acteurs officiels, l'on remarque d'autres types d'acteurs, qui, de manière bien qu'officiuse, occupent l'espace public et mobilisent par des discours et des actes les populations, encouragent et témoignent leur fidélité aux institutions de la république et ceux qui les incarnent.

1.1.1. Les acteurs officiels et non officiels

Prennent la parole pour le compte du Cameroun dans le cadre de la lutte contre Boko Haram des acteurs dits officiels et non-officiels.

Les acteurs officiels

Ces acteurs, en réalité considérés comme des émetteurs de la communication gouvernementale, sont le Président de la République du Cameroun, les membres du gouvernement et des officiers supérieurs de l'armée qui, de manière officielle, prennent la parole pour décrire, dire et prévoir le déroulement des actions sur le terrain de la guerre et même en dehors. Ils sont également ceux qui informent l'opinion publique nationale et internationale des exactions de Boko Haram contre leur pays et l'interpellent quant à l'accompagnement qui peut être attendu d'elle pour éradiquer le terrorisme.

Ce dernier est une menace globale qui n'épargne aucun pays. C'est ce qui justifie que ces mêmes officiels (Président de la République, Premier Ministre, Ministre, etc.) soient ceux qui représentent leur pays aux différentes concertations visant à mettre en commun les stratégies et les moyens de faire reculer partout dans le monde la menace terroriste. Les différentes rencontres au sommet auxquelles ils participent sont sanctionnées généralement par des communiqués conjoints, des déclarations et autres conclusions qui font partie de notre corpus de textes et qui portent leurs signatures.

Mais il existe à côté des acteurs officiels nationaux, d'autres acteurs officiels internationaux qui contribuent à créer une dynamique de lutte contre le terrorisme en encourageant le partenariat et la solidarité internationale.

Des acteurs internationaux tels que les partenaires bilatéraux (France, États-Unis, Russie, Chine, etc.) et les partenaires multilatéraux que sont les organisations intergouvernementales (Commission du Bassin du Lac Tchad, Force Multinationale Mixte, Union Africaine, etc.) prennent également la parole pour plaider en faveur d'une mobilisation tous azimuts contre le terrorisme, en procédant par les aides en matière de formation des forces de défense et de sécurité camerounaise, la logistique, etc.

Ces acteurs officiels n'occulent cependant pas quelques acteurs non officiels qui contribuent d'une façon ou d'une autre à entretenir la parole autour des exactions de Boko Haram et des mesures visant à son éradication.

Les acteurs non officiels

Ce sont des personnes qui se situent dans le prolongement de la communication gouvernementale, en ce sens qu'elles sont, de par leurs positions sociales, les premiers récepteurs de la communication telle qu'énoncée par les officiels dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Ce sont généralement des élites qui occupent de hautes fonctions dans les structures politico administratives et économiques, des présidents des partis politiques qui animent le jeu politique et disposent des militants qui les suivent, des leaders d'opinions et des membres des organisations de la société civile. Cette dernière, dans son rôle de contrôle de l'activité gouvernementale et d'éveil des consciences des populations, commet des rapports qui accablent bien souvent les officiels camerounais à travers leurs actions menées dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Ces rapports relèvent quelques fois les insuffisances relatives à la protection ou les abus relatifs au non-respect des droits pouvant être reconnus aux prisonniers de guerre. Parmi les organisations qui ont souvent épinglé les autorités camerounaises, il y a Amnesty International³ et le REDHAC (le Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale).

Ces acteurs de la communication gouvernementale veulent toucher certaines cibles.

1.1.2. Les cibles de la communication gouvernementale du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram

Les destinataires de messages de la communication gouvernementale du Cameroun sont : Boko Haram et ses membres, les nationaux et résidents camerounais, les partenaires bilatéraux et multilatéraux à savoir les pays amis et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les journalistes et les organes de presse médiatique, etc.

³ Voir ses Rapports sur le Cameroun intitulés *Chambres de tortures secrètes au Cameroun : violations des droits humains et crimes de guerre dans la lutte contre Boko Haram*, juillet 2017 ou encore *Bonnes causes, mauvais moyens : atteintes aux droits humains et à la justice dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au Cameroun*, juillet 2016.

Les membres de Boko Haram

En exportant son industrie de crime du Nigéria pour le Cameroun, Boko Haram, à travers son leadership et ses adeptes, a porté atteinte à la souveraineté de ce pays en y détruisant des vies, des biens et en y commettant de nombreux enlèvements des ressortissants camerounais et étrangers, ainsi que les vols de bétails et des vivres. Cet état de chose a amené le Président de la République du Cameroun à lui déclarer la guerre le 17 mai 2014 lors du Sommet de Paris sur la paix au Nigéria et dans les pays en proie aux exactions de Boko Haram.

Les médias et réseaux sociaux ont d'ailleurs été arrosés des messages des autorités et ressortissants du Cameroun contre Boko Haram et vice versa. Hayatou DJOULDE (2017, p. 492) évoque à cet effet une sorte de passe d'armes qui a fait ressortir des expressions telles que : « Boko Haram ! Tu ne nous peux pas » en direction de ses membres et de son chef Abubakar Shekau dont les jours étaient par ailleurs comptés. D'après International Crisis Group (2017, p. 11), ce dernier a en retour tancé les autorités du Cameroun, du Tchad et du Niger en déclarant : « les rois d'Afrique, je vous défie de m'attaquer maintenant, je suis prêt ».

Les populations camerounaises

La guerre pouvant éventuellement avoir des conséquences sur les Forces de défense et de sécurité qui la mènent, au même titre que les populations civiles qui en sont parfois victimes elles aussi, celles-ci se doivent d'être informées et entretenues par les autorités sur les risques encourus et donc sur les mesures de sécurité, de protection et de sauvegarde qui s'imposent. Les dispositions particulières de sécurité en situation de conflit n'ont de sens que si elles sont bien connues et intégrées des populations. Leur survie individuelle et collective en dépend.

Les partenaires bilatéraux et multilatéraux

Aucun pays ne pouvant gagner seul la guerre contre le terrorisme du fait de son caractère très pernicieux, les pays qui en sont sous la menace ou en sont victimes comptent aussi sur la contribution de leurs divers partenaires. Pour ce faire, une communication accrue est effectivement orientée vers eux pour quérir leur accompagnement dans le combat contre le terrorisme. Autant le Cameroun sollicite le

soutien des pays amis et leurs armées, autant il dénonce et fustige les Organisations internationales non gouvernementales qui l'affublent de reproches relativement au non-respect des droits des prisonniers de Boko Haram.

Les journalistes et les organes de presse médiatique

Connus pour couvrir les événements et les rapporter à leurs publics d'auditeurs, de téléspectateurs, de lecteurs et même d'internautes, les journalistes représentent de ce fait une cible privilégiée pour les autorités étatiques qui délivrent des messages destinés aux populations. Les organes médiatiques sont en effet des amplificateurs qui permettent de disséminer les informations dans la société.

1.2. Objectifs et supports de la communication gouvernementale du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram

Les objectifs se rapportent aux ambitions poursuivies par la communication gouvernementale du Cameroun dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Et pour les concrétiser, ce pays use de certains instruments ou moyens de communication pour faire passer et entendre ses messages à ses différentes cibles.

1.2.1. Les objectifs de la communication gouvernementale du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram

La communication gouvernementale a pour but de transmettre au public cible, que sont les populations en général, des messages les invitant à s'autosaisir d'une situation, celle des exactions de Boko Haram sur le territoire camerounais, et d'agir en conséquence pour la sauvegarde de leurs intérêts. Cet état de chose confère à la communication gouvernementale une « forte teneur prescriptive devant déclencher des actions de la part des citoyens » pense Gérard PARDINI (2011, www.communication-sensible.com). Lesquelles actions transcrivent dans les faits les objectifs poursuivis par la communication gouvernementale qui sont au nombre de trois selon Julien FRAGNON (2009, p. 25) : « mobiliser, rassurer et expliquer ».

Autrement dit, la mobilisation concerne un ensemble de valeurs qu'ont en partage aussi bien l'État que les populations et qu'ils sont prêts à défendre. « La paix et le

développement » comptent au nombre de ces valeurs. C'est pour cela que le président Paul BIYA (mai 2014) présentera Boko Haram comme « un groupe qui éloigne les missionnaires, les entrepreneurs, les investisseurs ; appauvrit le pays et veut faire revenir les populations du Nigéria au Moyen-âge. On ne peut accepter cela ».

De même, l'usage des pronoms personnels, majoritairement les premières personnes du singulier et du pluriel, respectivement à 22,6% et 21,4% des textes consultés, est illustratif de l'engagement à titre personnel du locuteur (Chef de l'État) et de son intention d'inviter son peuple à être avec lui et de l'accompagner pour porter l'estocade aux terroristes de Boko Haram.

Le rassurement faisant recours à la confiance insufflée aux populations quant à la victoire assurée contre les terroristes et à la protection du territoire et ses biens à travers ces mots du président camerounais dans un de ses discours de fin d'année (2015) : « cette grande mobilisation des uns et des autres a donné une résonance particulière à notre stratégie de défense populaire. Armée et nation font bloc pour préserver notre territoire et notre souveraineté ».

Quant à l'explication, elle consiste à informer réellement l'opinion nationale sur la menace engendrée par Boko Haram qui a traversé la frontière et se trouve parmi les populations. D'où leur sollicitation à contribuer⁴ par quelque manière que ce soit, notamment par des dons pouvant constituer un effort de guerre, et la collecte du renseignement prévisionnel afin de permettre aux pouvoirs publics de garantir la sécurité de tous et de chacun.

L'atteinte heureuse de ces différents objectifs exige la mise en branle d'un ensemble de moyens de communication permettant de toucher au maximum les cibles identifiées.

⁴ Cet élan de solidarité dont on a observé la ferveur dans les dix régions du Cameroun a permis de mobiliser en date du 2 avril 2015, selon les chiffres avancés par le ministre du Commerce, 99 666 205 FCFA, dont 89 666 205 FCFA en numéraires et 10 000 000 de FCFA en flash cash. À cela, il faut ajouter la somme de 60 000 000 FCFA en espèces et d'autres dons en nature d'une valeur de 50 000 000 FCFA, offerts par l'élite politique de la région de l'Extrême-Nord, et reçus directement au niveau du Comité régional de l'Extrême-Nord présidé par le gouverneur de cette région. (Voir Cameroon Tribune n° 10 815-7014 du 7 avril 2015, p. 2).

1.2.2. *Les supports de la communication gouvernementale du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram*

La communication gouvernementale se fait davantage par l'entremise des supports traditionnels de communication de masse que sont la radio, la télévision, la presse écrite, l'affichage et, de nos jours, Internet et les réseaux sociaux.

L'usage des supports de communication de masse permet ainsi au gouvernement camerounais d'atteindre les cibles visées par la diffusion à grande échelle du contenu des discours, du verbatim des jeux questions réponses des conférences de presse et des interviews, les points de presse, les communiqués de presse, etc. La volonté est ici d'apporter aux citoyens des informations relevant du pouvoir décisionnel du gouvernement camerounais, afin de combler le déficit d'informations qu'il y aurait à l'endroit de ses citoyens s'il n'y avait pas communication. Contraire à la communication de proximité, la communication gouvernementale telle que déclinée par le Cameroun est essentiellement une communication de masse ayant les traits caractéristiques ci-après inspirés d'Anne-Marie GINCRAS (2003, p. 162) : « elle est médiatisée, puisqu'il n'y a pas de relation physique entre l'émetteur et le récepteur du message » ; elle s'avère donc unidirectionnelle et collective, la communication atteignant le maximum de personnes en même temps à travers les médias de masse que sont la radio, la télévision et la presse écrite.

Toutefois, des faiblesses sont reconnues à la communication gouvernementale camerounaise face à Boko Haram. Elle est jugée ponctuelle et réactive et use essentiellement des médias traditionnels de masse (télévision, radio, presse écrite, affichage) dans un monde où tout va désormais très vite, en raison de l'usage des moyens innovants de communication. Le gouvernement réagit bien souvent après que les faits aient généralement été révélés par les médias en ligne, Internet et les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter, You Tube, etc.). Pour l'illustrer, Jean AREGUEMA (2019, p. 3) du journal "L'œil du Sahel" évoque que « l'attaque lancée par les terroristes de Boko Haram dans la nuit du 9 juin 2019, dans la localité de Darak dans le Lac Tchad, est très lourde : 21 corps de militaires ont été retrouvés ». Le gouvernement camerounais prendra deux jours pour donner sa version des faits dans

un communiqué de presse du Ministre Délégué à la présidence de la République, en charge de la Défense rapporté par Dieudonné ZRA de la télévision nationale (2019, <http://www.crtv.cm/2019/06/attaques-de-darak-le-mindef-rapporte-les-faits>) en ces termes : « 16 militaires tués et 8 blessés stabilisés et évacués dans les formations hospitalières pour un suivi approprié, côté Forces de Défense camerounaises, 8 personnes tuées et 1 blessé stabilisé et prise en charge, chez les populations, 64 combattants de Boko Haram neutralisés⁵, 8 capturés, de nombreux blessés en fuite et 3 embarcations détruites ». La sortie tardive du gouvernement, bien qu'après des enquêtes menées sur le terrain, est souvent perçue par l'opinion comme une volonté de vouloir dissimuler la vérité au vu de la guerre des chiffres à laquelle l'on assiste plus souvent.

Il est néanmoins important de vérifier comment l'usage des moyens de communication de masse a permis au Cameroun d'atteindre ses objectifs et de limiter, si ce n'est endiguer complètement Boko Haram.

2. La communication gouvernementale du Cameroun face au défi du péril Boko Haram : essai d'une analyse corrélative des moyens aux effets

L'apport de la communication dans une situation de crise armée est abordée dans un premier temps, et dans un second temps, il est mesuré son impact réel dans la réalisation des objectifs poursuivis par le Cameroun dans le cadre de la lutte contre Boko Haram.

2.1. Le rôle de la communication par temps de guerre

Un pouvoir certain est accordé au terme communication en ce sens que son usage lui confère un certain impact qu'ambitionnent ceux qui la mobilisent dans quelque situation donnée. C'est ce qu'en dit d'ailleurs MABOU MABOU, Conseiller Technique au Ministère camerounais de la Communication, lorsqu'il évoque « la communication comme la guerre par d'autres moyens, (...) c'est-à-dire qu'elle vise à légitimer au

⁵ Expression retenue par les stratèges camerounais de la communication gouvernementale pour désigner les morts faits dans le camp des terroristes de Boko Haram par les Forces de défense et de sécurité.

niveau des citoyens camerounais la lutte contre Boko Haram et ensuite crédibiliser son action auprès de ses partenaires internationaux »⁶.

Dès lors, il n'est pas superflu d'examiner ses avantages et ses limites dans une situation de crise armée telle que celle de la lutte du Cameroun contre Boko Haram.

2.1.1. Avantages et limites de l'usage de la communication en situation de conflit armé

En matière de communication dans un contexte de lutte contre le terrorisme international, deux thèses s'affrontent. L'une privilégie la communication tous azimuts pour informer le public de ses faits d'armes, alors qu'à l'opposé, l'autre recommande une circonspection afin de ne pas paniquer et affoler les populations.

Il est loisible de montrer les raisons qui peuvent justifier le fait de communiquer en pareille circonstance et relever cependant les différents risques qui peuvent soit avantager l'atteinte des objectifs visés, soit être un facteur d'échec. Pour cela, deux thèses s'affrontent pour conseiller et déconseiller l'usage de la communication en situation de conflit ou de guerre.

Les avantages de la communication gouvernementale en contexte de lutte contre le terrorisme

La première thèse est d'ailleurs celle qui est reconnue au mouvement djihadiste Boko Haram, qui a franchi un palier dans la professionnalisation de son image ainsi que l'attestent ces propos de Zachée BETCHE (2016, p. 181) : « Il faut se rendre à l'évidence que les vidéos de Boko Haram sont dorénavant en haute définition. En prime, l'on remarque que son logo semble avoir été retouché sous After Effects, un logiciel d'effets spéciaux et d'animations graphiques ».

Preuve que le mouvement use à suffisance des progrès technologiques dans le domaine de la communication pour étendre aussi bien sa réputation que pour marquer les esprits. Ceci, en usant du choc, de l'image et de la scénarisation pour essaimer la peur.

⁶ Entretien mené avec ce responsable le 29 avril 2019 à Yaoundé.

La communication gouvernementale comme instrument de lutte contre le terrorisme de Boko Haram a permis par exemple au Cameroun, selon les dires de Noëlle Françoise NGA OWONA NOAH (2016, p. 99) : « les mobilisations sociales internes comme preuve de la prise de conscience collective et individuelle en faveur de la lutte contre le terrorisme de BH»(SIC). L'acte de communication posé par le gouvernement est à percevoir comme une volonté de ce dernier de rassembler et mobiliser le corps social à prendre conscience de l'attaque dont est victime le Cameroun et de quérir son soutien dans la lutte engagée contre le terrorisme.

Les limites de la communication gouvernementale en contexte de lutte contre le terrorisme

Pour les défenseurs de la seconde thèse, la communication dans ce domaine doit être économe, la parole doit être livrée autant que nécessaire et aussi peu que nécessaire. Si la communication face aux actes terroristes doit répondre à une trilogie : rapidité, solidarité et fermeté ; il n'en demeure pas moins qu'elle doit être adaptée. La recherche d'efficacité de la communication des États faisant face au terrorisme doit donc être conditionnée selon Alexia LEPERON (2015, <http://www.communication-sensible.com/articles/article299.php>) par un seul fait : « passer d'une communication instantanée à une communication plus rationnelle, plus réfléchie, et plus sélective de l'information ». Ceci afin de ne pas multiplier les réactions qui font le jeu des terroristes, par la divulgation de la peur et de l'émotion auprès des populations.

En considérant ces deux thèses, l'on arrive à la conclusion qu'il n'est aucunement interdit l'usage de la communication par temps de conflit, mais il est conseillé que celle-ci soit construite et mieux orientée. L'opportunité de cette étude a été saisie afin de relever comment les objectifs de communication gouvernementale du Cameroun face à Boko Haram ont pu être satisfaits.

2.2. L'impact réel de la communication dans la réalisation des objectifs poursuivis par le Cameroun dans le cadre de la lutte contre Boko Haram

La communication mobilisée par le Cameroun a permis de concrétiser certains résultats qui ont contribué à porter un coup à Boko Haram, même si elle n'a pas simplement mis fin aux exactions de cette hydre.

2.2.1. *La victoire remportée par le Cameroun dans la bataille de l'opinion publique*

Même si la communication n'a pas aidé à mettre fin aux nombreuses exactions de Boko Haram, puisque ses actions continuent de faire des victimes au Cameroun, elle a eu néanmoins quelques effets observables sur certaines de ses cibles, parmi lesquelles les populations.

Celles-ci démontrent par leur comportement que la communication a pu remporter quelque victoire à partir de deux prismes qui traduisent la disponibilité des cibles à réserver une attention aux messages déclinés par les autorités du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram. La médiatisation à outrance des différentes prises de paroles des autorités camerounaises a suffisamment permis de les mettre en lumière et de toucher le maximum de cibles auxquelles étaient destinés leurs messages. Ceci est visible par la coopération des populations avec les Forces de défense et de sécurité auprès desquelles elles dénoncent les membres de Boko Haram.

La dénonciation des membres de Boko Haram et la coopération des populations avec les Forces de défense et de sécurité du Cameroun

Il existe généralement deux types de membres de Boko Haram : ceux qui y sont par conviction et ceux issus des enlèvements dans les villages attaqués par ce dernier et convertis à son idéologie. Ils ont cependant un objectif commun, celui de faire du tort aux populations et aux Forces de défense et de sécurité par quelque manière que ce soit, y compris l'élimination physique. Le caractère asymétrique de leurs attaques a amené les autorités camerounaises à communiquer en invitant les populations à dénoncer et rapporter aux Forces de défense et de sécurité tout mouvement suspect observé dans leurs localités. En effet, les membres de Boko Haram se fondant souvent dans les populations dans plusieurs localités, les populations riveraines sont invitées à s'organiser en comités de vigilance et d'auto-défense avec pour mission d'informer les Chefs traditionnels et les représentants de l'administration et des Forces de défense et de sécurité de la présence de toute personne nouvelle et inconnue dans leurs villages.

Cette disposition d'esprit des populations vise en effet à les encourager à rapporter le renseignement prévisionnel aux différentes autorités en vue d'anticiper sur une éventuelle attaque des membres de Boko Haram. C'est ainsi qu'il est arrivé d'en déjouer plusieurs et de se saisir des membres de Boko Haram qui ont été remis aux autorités. Même s'il est arrivé qu'en certaines circonstances, certains membres de Boko Haram se sentant démasqués, aient choisi de faire exploser leur ceinture explosive, causant malheureusement ainsi la mort de certaines populations.

2.2.2. Les ralliements des partenaires bilatéraux et multilatéraux au Cameroun confronté à Boko Haram

Le terrorisme étant de l'aveu du président Paul BIYA (janvier 2015) une menace globale dont pourrait être victime tout pays et qui appelle une riposte globale, les autorités du Cameroun ont saisi l'occasion de leur communication pour solliciter la coopération des pays amis et des organisations internationales.

Ces nombreux appels visant à mutualiser les forces pour mettre hors d'état de nuire les terroristes de Boko Haram ont reçu un accueil favorable de certains pays amis et autres organisations intergouvernementales. Cela s'est traduit concrètement par des dons divers, allant du matériel militaire à la formation des éléments des Forces de défense et de sécurité sur les menaces asymétriques et à la collecte des renseignements. C'est ainsi qu'en dehors de la coalition des Forces de défense et de sécurité réunies sous la bannière de la Force Multinationale Mixte des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Benin, le Cameroun a reçu du matériel et de l'assistance militaires. En outre, la condamnation par ses partenaires bilatéraux et multilatéraux des exactions de Boko Haram montre leur empathie pour le Cameroun et contribue à l'assurer qu'il n'est pas seul. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) a par ailleurs inscrit Boko Haram sur la liste des organismes sanctionnés pour association avec Al Qaïda le 22 mai 2014⁷.

Cela dit, ces contributions des partenaires français, russe, chinois, allemand et américain auraient des odeurs de positionnement stratégique. Aussi, pour certains, l'engagement de ces grandes puissances dans la lutte contre Boko Haram au

⁷ Lire le communiqué de presse du Conseil de sécurité SC/11410 du 22 mai 2014, <https://www.un.org>

Cameroun, notamment, « participe de leur désir de s'accaparer des nombreuses matières premières stratégiques dont regorge le pays » d'après S. TCHETCHOUA TCHOKOTE (2016, p. 112). Cette lecture du jeu des acteurs laisse supposer que leurs comportements sont orientés par les intérêts réciproques qui se résument d'une part, par l'échec infligé aux terroristes à travers la riposte collective de la communauté internationale, et d'autre part par la négociation de certains contrats et le maintien de l'hégémonie des grandes puissances sur les pays africains menacés par le terrorisme de Boko Haram. Ces derniers, pour s'en sortir, doivent combiner une stratégie sécuritaire et diplomatique et une stratégie de communication enfin d'attirer l'attention sur les désastres vécus par leurs populations civiles et mobiliser ces dernières, afin qu'elles comprennent la nécessité pour ces États de défendre leurs souveraineté et territoire.

3. La communication gouvernementale à l'épreuve des crises armées : une critique du mythe absolutiste de la communication

Il est reconnu à la communication la faculté d'impacter non seulement les cibles, mais aussi d'atteindre des objectifs qu'elle vise. Dès lors, il s'est construit une espèce de mythe autour du concept de communication qui pourrait laisser croire que rien ne lui résiste. Cet état de chose a permis de s'interroger sur l'efficacité de son usage dans un contexte de crise armée qui serait différente d'une crise ordinaire qui poserait un problème d'image et qui pourrait cependant être traité par une organisation. Il serait intéressant de ce fait de relever les éléments qui attesteraient de la capacité ou non de la communication de pouvoir à elle seule mettre fin à une situation de crise armée.

3.1. La communication gouvernementale face à Boko Haram : panacée, inadaptation fonctionnelle ou simple apport contributif ?

La recherche de la performance et la pertinence de la communication usitée dans le cadre d'un conflit est non seulement questionnée, mais aussi mise en relation avec l'objectif qui permettrait d'aboutir à un cessez-le feu, résultat idoine qui traduirait une fin de crise armée par le renoncement des belligérants à poursuivre les combats et les exactions.

Cependant, il est impérieux de relever la spécificité de la communication en situation de crise armée, qui, à la différence d'une crise qui peut survenir à tout moment et de manière hasardeuse, la crise qui procède du terrorisme quant à elle proviendrait selon Ulrich BECK (2003, p. 32) « *d'une intention et d'un choix délibéré, ayant la capacité de s'adapter aux évolutions technologiques et d'en faire usage* ». Cela témoigne que dans le second cas, la crise est une action pensée et mesurée par ceux qui posent l'acte terroriste suivant des desseins qui leur sont propres, contrairement à la première forme de crise qui, elle, est la conséquence d'un accident ou d'un fait imprévu. Toutefois, ces deux situations de crise appellent des réactions de la part d'une institution ou d'une organisation, et pour le présent cas, il s'agit du gouvernement camerounais qui se doit de mener la communication de manière singulière et prudente afin de dire la vérité aux populations tout en les rassurant des mesures envisagées pour éloigner la menace terroriste.

La communication passe ainsi pour être un adjuvant dans la lutte contre le terrorisme par le fait qu'elle a permis de limiter et réduire le nombre des agressions de Boko Haram à travers la synergie « Armée-Nation ». Cependant, elle ne saurait être considérée comme une panacée qui, une fois mobilisée, mettrait fin à une crise armée, par des moyens qui lui sont reconnus. Cela s'avère encore plus complexe lorsque l'on est en présence d'un combat asymétrique où la notion de rapport de force n'est pas assez prégnante, l'ennemi choisissant de ne pas attaquer de front, mais par des incursions surprises, furtives et répétitives visant les cibles civiles plus souvent que militaires.

Cependant, la continuité de la confrontation entre les acteurs en "ligne de front" sonne comme un aveu d'échec de la communication ainsi mobilisée.

3.2. *La poursuite du combat entre l'Armée du Cameroun et Boko Haram*

Cette situation établit à elle seule le caractère unique d'une crise armée, distincte des crises pouvant survenir dans une organisation et à même d'être remédiée par elle. Deux faits dans le cadre de la présente étude suffisent à le traduire en réalité : la suite de l'exécution de leur mission régalienne par les Forces de défense et de sécurité du Cameroun et la poursuite de ses exactions par Boko Haram.

3.2.1. *L'exécution de la mission régalienne de l'Armée camerounaise de défendre sa souverainetés et son territoire*

La défense du territoire et de la souveraineté de son pays faisant partie du rôle d'une armée, les Forces de défense et de sécurité du Cameroun s'appliquent à assumer sans tache leur mission afin de protéger les personnes et leurs biens. Cela se fait, non pas à l'opposé de la communication gouvernementale de ce pays, mais en complémentarité de celle-ci dont le but est de susciter l'adhésion des populations à accompagner l'armée et les autorités par le renseignement prévisionnel.

C'est donc en droite ligne de leur mission régalienne que l'armée garde les armes à la main, se tient prête et multiplie les efforts visant à maintenir en éveil les soldats affectés dans les zones de combat contre Boko Haram. Un relâchement de leur part a souvent porté à de graves conséquences aussi bien dans leur rang que dans celui des populations civiles avec l'enregistrement d'un nombre important de morts. Il est ainsi difficile, tant que le conflit n'est pas complètement achevé, par l'élimination des troupes de l'ennemi et la dissolution de sa capacité de nuisance, d'assister à un dépôt des armes par l'Armée camerounaise. La traque de l'ennemi est ainsi consacrée, indépendamment de la communication usitée concomitamment par le Cameroun. Malgré cela, Boko Haram continue de poursuivre ses exactions dans ce pays.

3.2.2. *La poursuite de ses exactions par Boko Haram*

En dépit de la communication menée par le Cameroun et visant à discréditer Boko Haram, il est visible que celle-ci ne porte pas d'effets sur la détermination de ce dernier à continuer ses attaques et ses exactions dans certaines localités de ce pays. Car, bien que défait en partie et fortement diminué par les Forces de défense camerounaise ainsi que la Force Multinationale Mixte des pays membres de la CBLT et le Benin, Boko Haram continue à se réinventer et à semer la mort par ses attaques, même si elles sont espacées de nos jours.

En effet, les efforts visant à faire de Boko Haram un ennemi du développement et à qualifier ses membres d'une bande d'illuminés ne l'ont jusqu'ici pas freiné à continuer ses exactions et à semer la mort dans certaines localités du Cameroun. Preuve s'il en

est que l'image et la perception que les autorités camerounaises ont voulu que les populations et les membres de Boko Haram aient de ce dernier ont eu un impact relatif.

Tout ceci traduit la satisfaction partielle des objectifs de communication en situation de crise armée et démontre clairement que bien de paramètres échappent à la communication dans ce contexte et ne dépendent pas d'elle.

Conclusion

À l'issue de cette étude, la communication gouvernementale du Cameroun mobilisée contre Boko Haram a eu pour objectifs de le discréditer et surtout de protéger son territoire et ses ressortissants contre cet ennemi, ensuite de sensibiliser et mobiliser les populations à soutenir les pouvoirs publics et les Forces de défense de sécurité dans la lutte contre le terrorisme de Boko Haram, enfin à rechercher une mutualisation des forces des partenaires bilatéraux et multilatéraux dans la lutte contre ce dernier.

En outre, l'analyse des moyens de cette communication et de ses effets en ce qui concerne l'atteinte des objectifs politiques visés par ses acteurs a été faite. Il en est ressorti une reconnaissance du rôle et du droit de cité de la communication gouvernementale en situation de crise, mais surtout sa contribution à la victoire du Cameroun dans la bataille de l'opinion publique, remarquable par le soutien des populations aux autorités et aux Forces de défense et de sécurité d'une part, mais aussi par les ralliements au Cameroun des partenaires bilatéraux et multilatéraux dans le combat contre Boko Haram à travers diverses contributions, d'autre part. Cette synergie a certainement permis une réelle diminution des exactions terroristes de Boko Haram observées et observables sur le terrain.

Cependant, la continuation de cette crise traduit les insuffisances liées à la possibilité pour la communication d'atteindre les objectifs poursuivis de manière performante et montre, d'après l'expression chère à Philippe BRETON, que c'est une utopie⁸ de penser

⁸ Lire P. BRETON, *L'utopie de la communication. Le mythe du « village planétaire »*, Paris, La Découverte, Collection « Poche/Sciences humaines et sociales », 2004, 168 pages.

qu'avec la communication l'on pourrait résoudre tous les problèmes. En s'interrogeant sur l'ampleur de la place prise par le concept de communication dans la société moderne, cet auteur traduit l'utopie de la communication concentrée sur la personne humaine à deux niveaux ; dont le premier vise à affirmer que la nature de l'homme est dédiée à la sociabilité et l'interaction et le second implique que la communication est un processus transparent.

En se fiant à ces propos qui font de l'homme un animal social, il est difficilement compréhensible les nombreuses crises qui écument la société des humains. Et cela traduit encore une fois, l'utopie ou mieux l'échec de vouloir présenter l'homme comme étant essentiellement un "*homo communicans*" qui agirait en toute transparence puisque sa vocation est celle de communiquer avec ses semblables. Si tel est le cas, il ne devrait donc pas exister de crise dans la société, ceci dans un contexte où la communication essaie de faire feu de tout bois pour qu'il n'en soit pas ainsi. Le fait que la société soit traversée de multiples crises démontre en effet l'incapacité de la communication et partant de l'être humain à garantir une existence sans heurts et autres problèmes relationnels aux occupants de la planète terre.

Face à ce constat, il reste à espérer que les morts tragiques des principaux leaders⁹ des factions rivales de Boko Haram récemment annoncées soient une possibilité d'accalmie dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, même si l'on redoute le caractère irrédentiste des terroristes avec notamment de nouveaux leaders qui viennent succéder à ceux qui les ont précédés.

⁹ Le groupe nigérian djihadiste Boko Haram a confirmé la mort de son leader historique, Abubakar Shekau, mort lors de combats avec le groupe rival État islamique en Afrique de l'Ouest (Islamic State's West Africa Province, Iswap), a annoncé Bakura Modu, dit Sahaba, le nouveau chef présumé, dans une vidéo envoyée mercredi 16 juin à l'AFP par des sources vérifiées, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/17/nigeria-boko-haram-confirme-la-mort-d-abubakar-shekau-son-chef-historique_6084504_3212.html et le Nigéria confirme la mort du leader de l'Is wap et rival de Shakau : Abu Musab al-Barnawi, https://www-bbc-com.cdn.ampproject.org/v/s/www.bbc.com/afrique/region-58914662.amp?amp_js_v=a6&_gsa=1&usqp=mq331AQKKAFOArABIIACAw%.D%3D#aoh=1635172470393&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&_tf=Source%2%A0%3A%20%251%24s&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fafrique%2Fregion-58914662

Références bibliographiques

- AMNESTY INTERNATIONAL, Rapport juillet 2017, *Chambres de tortures secrètes au Cameroun : violations des droits humains et crimes de guerre dans la lutte contre Boko Haram*, 68 pages
- AMNESTY INTERNATIONAL, Rapport juillet 2016, *Bonnes causes, mauvais moyens : atteintes aux droits humains et à la justice dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au Cameroun*, 59 pages.
- AREGUEMA J., juin 2019, « Trente-sept morts dans l'attaque de Darak par Boko Haram », in *L'œil du Sahel* N° 1226, p. 3.
- BATCHOM P. E., juin-septembre 2016, « La guerre du peuple : de la popularisation de la guerre contre Boko Haram au Cameroun », *Revue Études internationales*, volume XLVII, n° 2-3, pp. 285-304, <https://doi.org/10.7202/1039547ar>
- BECK U., « La société du risque globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2003/1 N° 114, pp. 27-33.
- BETCHE Z., 2016, *Le phénomène Boko Haram. Au-delà du radicalisme*, l'Harmattan, Études africaines, Série politique, Paris, 248 pages.
- BIYA P., 2014, Conférence de presse conjointe des Chefs d'États à l'issue du Sommet sur la paix au Nigéria le 17 mai 2014, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/1099>
- BIYA P., 2015, Discours de fin d'année le 31 décembre 2015, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/1611>
- BIYA P., 2015, Discours en réponse aux vœux du Corps diplomatique à Yaoundé le 8 janvier 2015, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/1113>
- BRETON P., 2004, *L'utopie de la communication. Le mythe du « village planétaire »*, La Découverte, Collection « Poche/Sciences humaines et sociales », Paris, 168 pages.
- CAKPO GUEDEGBE B., février 2015, « Bras armé du terrorisme international, déstabilisation du Nigéria et reconfiguration géopolitique de la zone sahéenne », *Observatoire géopolitique du religieux*, IRIS, pp. 1-14

Cameroon Tribune n° 10 815-7014 du 7 avril 2015, 32 pages.

Communiqué de presse du Conseil de sécurité SC/11410 du 22 mai 2014,
<https://www.un.org>

DJOULDE H., 2017, « La lutte contre Boko Haram en chanson : une analyse stylistique de "Boko Haram ! Tu ne nous peux pas" de One Love le caïd », in GWODA (A. A) et WASSOUNI (F), *Boko Haram au Cameroun : Dynamiques plurielles*, Publication du GREDYSOP (Groupe de Recherche sur les Dynamiques Sociales et Politiques au Sahel), P.I.E. Peter LANG, Éditions scientifiques internationales, Bruxelles, 2017, pp. 479-495.

ESSIMBE V., 2016, *Boko Haram du Nigéria au Nord Cameroun : rébellion locale ou complot de l'occident*, Edilivre, 302 pages.

FOURQUET M.- P., 1999, « Un siècle de théories de l'influence : histoire du procès des medias », MEI « Médiation et information », n° 10, p. 107.

GINGRAS A-M. (Sous la dir.), 2003, *La communication politique. État des savoirs, enjeux et perspectives*, Presses de l'Université du Québec, 308 pages.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, mars 2017, *Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire*, Rapport Afrique N° 246, 38 pages.

LEPERON A., Décembre 2015, « Les nouveaux enjeux de la communication de crise du gouvernement face au terrorisme », *Prospective : Horizon 2020*, Numéro spécial 15 ans, N° 23 du *Magazine de la communication de crise et sensible*, 60 pages, <http://www.communication-sensible.com/articles/article299.php>

MAGRIN G. et PÉROUSE DE MONTCLOS M-A, (Sous la dir.), 2018, *Crise et Développement, la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Agence Française de Développement, Paris, 292 pages.

NGA OWONA NOAH N.F., 2015-2016, *La communication publique comme élément de la stratégie de lutte contre Boko Haram au Cameroun*, Mémoire de Master en relations internationales, option Communication et Action publique internationales, 188 pages.

- NTUDA EBODE J.V., BOLAK FUNTEH M., MBARKOUTOU M.H. et NKALWO NGOULA J.L., 2017, *Le conflit Boko Haram au Cameroun, pourquoi la paix traîne-t-elle ?*, Peace and Security Series (FES), Friedrich Ebert Stiftung, Nouvelles Approches de Sécurité Collective, Yaoundé, 36 pages.
- PARDINI G., novembre 2011, « L'État et la communication sensible : Au-delà des bonnes pratiques, un défi difficile à relever », Article tiré du numéro spécial "[Communication sensible](#)" n°20 du Magazine de la Communication de crise et sensible, www.communication-sensible.com,
- PEROUSE DE MONTCLOS M. A., juin 2012, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigéria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », Questions de recherche du CERI n° 40, pp. 12-51, <http://www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm>
- QUIVY R. et VAN CAMPENHOUDT L., 1995, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4^{ème} édition entièrement revue et augmentée, Dunod, Paris, pp. 123-124.
- TAMBOLO SAKE M. S., 2017, *Les mouvements djihadistes et les relations internationales : contribution à une sociologie d'un acteur controversé. Le cas de Boko Haram*, Mémoire de Master en relations internationales, option diplomatie, IRIC, 195 pages.
- TCHETCHOUA TCHOKONTE (S.), « Les usages géostratégiques de la coopération militaire dans la guerre contre Boko Haram au Cameroun (février 2016) », in *Boko Haram au Cameroun : Dynamiques plurielles*, Publication du GREDYSOP (Groupe de Recherche sur les Dynamiques Sociales et Politiques au Sahel), Bruxelles, P.I.E. Peter LANG, Éditions scientifiques internationales, 2017, pp. 11-122.
- WILLETT G., 1996, « Paradigme, théorie, modèle, schéma : qu'est-ce donc ? », *Communication et organisation*, La recherche en communication, <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1873>,
- ZRA D., 2019, « Attaques de Darak : le Mindef rapporte les faits », <http://www.crtv.cm/2019/06/attaques-de-darak-le-mindef-rapporte-les-faits>